



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.5

N° : 2024-10-46

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

APUREMENT DU COMPTE 1069

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville du Raincy adoptera la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2025.

Le passage à ce référentiel nécessite toutefois des prérequis dont l'apurement obligatoire du compte 1069 de la nomenclature M14, puisque ce compte n'existe pas dans l'instruction M57 et ne peut donc être transposé.

Le compte 1069 est un compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et produits à l'exercice.

Pour le budget de la Ville du Raincy, le compte 1069 est à ce jour débiteur d'un montant de 197 316,47 €.

Afin d'apurer le compte 1069, il est proposé de procéder, sur l'exercice 2024, à une opération semi- budgétaire avec l'émission d'un mandat d'ordre mixte de 197 316,47 €, au débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » par le crédit du compte 1069 comme préconisé par la DGFIP.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
VU la délibération du conseil municipal du 18 octobre 2024 portant sur l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2025,
VU l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre,

CONSIDERANT que la Commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2025 et a obtenu un avis favorable du Comptable public,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :

ARTICLE 1 : AUTORISER l'apurement du compte 1069, sur l'exercice 2024, par une opération semi-budgétaire avec l'émission d'un mandat d'ordre mixte, au débit du compte 1068 par le crédit du compte 1069, pour un montant de 197 316,47 €,

ARTICLE 2 : DIRE qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être contestée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.